

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



**Face à la lutte de classe
de Macron
menons la nôtre !**



Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

Abonnez-vous, abonnez vos amis !



Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom: _____ Prénom: _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue: _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito	p.3
Nos vies, pas leurs profits	p.4-7
<ul style="list-style-type: none"> Après les 12 et 21 septembre, construire la riposte d'ensemble Les routiers ont raison, c'est par la lutte qu'on peut gagner Non aux sanctions à Sanofi Ford Blanquefort, on résiste comme on peut ! Deliveroo : « Pédales pour manger, pas pour se faire bouffer » PIC de Cestas : une prime en forme de chantage pour les postiers Contrats « aidés » : Non aux licenciements, de vraies embauches immédiates ! 	
Education	p.7-9
<ul style="list-style-type: none"> Les CP à 12 : la nouvelle recette miracle de Macron-Blanquer Rythmes scolaires : une question de gros sous Lycéens et profs unis au Lycée Mauriac à Bordeaux Interview de Dominique Marchal, co-secrétaire de la CGT Educ'action 33 	
Politique locale	p.10-11
<ul style="list-style-type: none"> A bicyclette... Contre l'abus de pesticides, le combat continue C'est décidé, Rousset restera «socialiste»... Interview de Bernard Coadou, membre de LaSantéUnDroitPour tous Transports gratuits pour tous ! 	
Migrants	p.12-13
<ul style="list-style-type: none"> Grève de la faim au CRA 	
NPA	p.14-15
<ul style="list-style-type: none"> Des expositions et des débats à la fête du NPA33 	
A lire	p.15
<ul style="list-style-type: none"> Petit pays de Gaël Faye 	
A voir	p.16
<ul style="list-style-type: none"> Le jeune Karl Marx de Raoul Peck 	

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Face à la lutte de classe de Macron, menons la nôtre !

Après sa provocation de petit contremaître, « *Je serai d'une détermination absolue et je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes* », Macron a mis en scène le 22 septembre sa signature des ordonnances en direct. Nouvelle provocation, défi lancé aux centaines de milliers de salariés et de jeunes qui se sont mobilisés les 12 et 21 septembre et aux millions d'autres opposés aux ordonnances et solidaires (dans un sondage pour Libération, 58% y sont opposés, 68% convaincus qu'elles favoriseront les licenciements).

La brutalité de Macron est celle qu'exigent le Medef et la finance : ils amplifient la guerre aux travailleurs et aux pauvres, augmentent l'exploitation pour engranger toujours plus de profits dans un contexte de concurrence exacerbée. Ordonnances, baisse des APL, licenciements de 150 000 emplois

aidés, augmentation de la CSG de 1,7 % qui va en particulier toucher les retraités mais aussi intégration des dispositions de l'état d'urgence dans le droit commun... sans compter les multiples réformes prévues (Sécu, retraites, etc.) : patrons et gouvernement veulent taper fort et vite. Ils savent que le mouvement qui a commencé est inscrit dans la durée, que la révolte est profonde dans le monde du travail et la jeunesse, que la politique qu'ils mènent va tôt ou tard déboucher sur la convergence, l'agrégation des colères et des luttes. Raison de plus pour eux de mener la lutte de classe sans tabou et tambour battant...

Et c'est bien sur ce terrain de la lutte de classe, avec une détermination aussi grande, que le monde du travail et la jeunesse avons à construire le mouvement. Et pour cela nous avons besoin de reconstruire la confiance en nous-mêmes, dans la

légitimité de nos droits et exigences, dans notre capacité à nous organiser pour les imposer.

La journée du 12 septembre a été un vrai succès malgré la proximité de la rentrée. Le 21 également dans une moindre mesure. Et la manifestation du 23 à Paris à l'appel de Mélenchon, même si elle se situait sur un terrain parlementaire et institutionnel qui n'est pas celui du mouvement, a d'une certaine façon permis à des milliers de personnes de dire leur révolte et leur soutien au mouvement.



Mais renforcer le mouvement, aider à sa construction, entraîner les travailleurs, la jeunesse, ne peut se faire que sur la base d'une compréhension claire des intérêts du monde du travail. Cela demande de rompre tant avec les illusions du « dialogue social » auquel se plient les confédérations

syndicales qu'avec les illusions institutionnelles véhiculées par la FI ou d'autres... Mélenchon aspire à occuper le terrain laissé libre par l'effondrement du PS et du PCF payant leur politique passée au gouvernement. Mais s'il n'a pas de mots assez durs pour les uns et les autres, il n'a pas d'autre politique à proposer, à part remplacer la classe ouvrière par « le peuple » et la « république »... et le drapeau rouge par le « bleu-blanc-rouge » !

Faire reculer Macron et le patronat, la finance, ne peut se faire que sur un terrain de classe, par l'intervention directe du monde du travail, toutes générations confondues, dans les entreprises et dans la rue, posant la question du fonctionnement de la société, de l'économie et la nécessité de contester le pouvoir aux classes dirigeantes.

Nos vies, pas leurs profits

Après les 12 et 21 septembre, construire la riposte d'ensemble

Comme partout dans le pays, le 12 septembre a été une bonne surprise à Bordeaux pour bien des militants contents de se retrouver dans la rue face à Macron et sa politique. De 10 000 à 12 000 manifestants, un vrai succès témoignant de la préparation qui s'est faite dans les services ou les ateliers, pendant l'été et surtout à la rentrée.

La manifestation était serrée et dynamique avec des cortèges CGT, Solidaires, FSU, CNT mais aussi la présence d'un cortège FO qui avait appelé à la manifestation sur le département contre la position de Mailly, celle d'un cortège jeunes bien visible, alors que la rentrée des facultés n'était pas encore faite.

Les pancartes sur le thème des « fainéants » ont fleuri de partout, révélant la colère contre Macron qui lance ses attaques tout azimut, cherchant à prendre tout le monde de vitesse, osant toutes les provocations pour satisfaire les plus riches : ordonnances de liquidation des quelques protections contenues dans le code du travail, licenciements de



150 000 contrats aidés, baisses des APL, hausse de la CSG, suppression de 120 000 postes dans la Fonction publique, rétablissement du jour de carence et gel des salaires des fonctionnaires, annonce de la fin du régime spécial des cheminots... la liste est longue et bien des salariés, des jeunes, sont en train d'en prendre la mesure.

Tout cela montre à quel point les 48 rencontres bilatérales organisées par Pénicaud et Philippe ne sont qu'un piège destiné à étouffer la contestation... et les directions des grandes confédérations syndicales s'y sont prêtées avec bien trop de zèle, jouant leur jeu de « partenaires sociaux » et permettant au gouvernement d'avancer sa politique pendant 3 mois sans la moindre contestation. La manifestation a permis au contraire de démarrer la mobilisation dans la rue, attirant la sympathie, gagnant l'opinion contre cette loi.

Le 21 septembre, comme partout là aussi, la manifestation était plus petite, 6000 d'après les syndicats, mais avec des cortèges dynamiques comme les travailleurs sociaux, secteurs

associatifs, les jeunes, même s'ils sont encore peu dans le mouvement (dans les facultés, des AG ont commencé). Le collectif de lutte issu de la loi travail avait sa banderole et les liens se retissent avec une action de blocage prévue avec les routiers en grève à partir du lundi 25 septembre.

Beaucoup prennent conscience qu'il y a un vrai mouvement d'ensemble à construire, par en bas, et cela ne se fera pas en quelques journées d'actions même rapprochées. D'autant que le calendrier des luttes annoncées par les directions syndicales ne cherche pas à construire cette convergence : manifestation des retraités le 28.09, grève dans la Fonction publique le 10.10, dans les Métaux le 13.10, manifestation contre la baisse des

APL le 14.10...

L'appel des fédérations de fonctionnaires ne fait même pas référence à la lutte contre les ordonnances pour ne pas compromettre « l'unité » avec la CFDT, FO ou l'UNSA...

Mais rien n'est écrit. Par-delà les préoccupations des appareils, leurs routines, les militants du

mouvement peuvent s'emparer de ces dates pour construire la contre-offensive. La grève des transports appelée par CGT et FO à partir du 25, qui met au cœur de ses revendications la lutte contre les ordonnances, peut être un moment de bascule.

Pour riposter face à Macron, qui mise tous ses mauvais coups à venir sur ce dynamitage du code du travail, c'est bien un affrontement qu'il faut préparer. Cela ne se décrète pas, mais cela commence par rompre définitivement avec la politique du « dialogue social » qui ne sert qu'à paralyser les travailleurs.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui prennent la mesure de la politique de ce gouvernement au service d'une classe, celle des actionnaires, des patrons, des directeurs qui cherchent à tirer plus de « productivité » et d'exploitation de notre travail. Face à cela, il s'agit d'opposer une politique de classe, de notre propre camp social, que l'on soit du privé ou du public, en CDI ou précaire, avec ou sans travail.

Laurent Delage

Nos vies, pas leurs profits

Les routiers ont raison, c'est par la lutte qu'on peut gagner

Lundi 25 septembre, les fédérations CGT et FO des transports appelaient à la grève reconductible, en particulier les routiers gravement menacés par les ordonnances Macron.

Dans ce secteur, 80 % des entreprises ont moins de 20 salariés et se livrent une féroce concurrence pour le plus grand profit des donneurs d'ordre, des géants de la distribution, des grosses entreprises... et tout ça sur le dos des routiers !

Avec les ordonnances Macron, les employeurs pourront taper encore plus fort, en particulier sur les primes fixées jusque-là dans la branche (13ème mois, ancienneté...) qui pourront être « négociées », et surtout rabotées au niveau de chaque entreprise. Dans ces petites entreprises, le plafonnement des indemnités prud'homales pour licenciement illégal entraînera aussi une augmentation des licenciements, de ceux qui résistent ou des plus anciens, mieux payés par l'ancienneté.

Enfin, vu les attaques annoncées sur les retraites ou contre le régime spécial des cheminots, les routiers défendent le Congé Fin d'Activité, qui leur permet d'arrêter le travail à 57 ans... ce qui vu leurs conditions de travail et de vie n'est vraiment pas du luxe !

Dimanche à minuit, près de 150 personnes se sont retrouvées à l'Union Locale de Bassens : routiers de FO, de la CGT, syndicalistes en soutien, membres du collectif de lutte contre la loi Travail qui se réactive, étudiants... L'action a commencé par un blocage de deux ronds-points stratégiques sur la zone de la presqu'île pour aller ensuite vers des blocages de dépôts pétroliers (DPA et EPG) avant l'évacuation du barrage par la police dans l'après-midi.

Les liens se retissent entre routiers, militants des collectifs, jeunes. Leur mouvement pose le problème de construire la grève face à Macron, un véritable affrontement qui sorte des routines et du « dialogue social ». Manifestons toute notre solidarité avec leur lutte.

L.D.

Non aux sanctions à Sanofi

« Démocratie sociale », « refonte du dialogue social », « partenaires sociaux »... Les mots ne manquent pas, parmi les ministres, les journalistes, pour travestir la réalité que nous connaissons tous dans les entreprises : celle de l'exploitation qui s'aggrave, du « management » et des pressions patronales quotidiennes.

Et cela pas seulement dans les petites entreprises, bien souvent zones de non-droit du travail. Aujourd'hui, les DRH des plus grands groupes se lâchent eux-aussi.

Ainsi, les camarades de la CGT de Sanofi, géant de l'industrie pharmaceutique qui a dégagé 4,7 milliards de bénéfices net l'an dernier (en hausse de 10 %), font circuler une pétition pour soutenir un délégué syndical central du site de Vitry, Saïd Akrim, contre lequel la direction s'acharne : en mai, un avertissement ; en juin, une mise à pied 2 jours ; en août, en pleine période de congés, une mise à pied de 15 jours pour « insubordination »... La direction n'a pas accepté que ce militant syndical conteste par mail une note de service visant à culpabiliser le personnel suite à un audit interne !

Voilà que la direction invente le « délit d'opinion », rêvant de voir tout le monde le doigt sur la couture du pantalon ! Tout est bon pour intimider, menacer, sanctionner. Comme le disent les camarades dans leur pétition, « *A Sanofi comme dans toutes les entreprises, le règne des seigneurs doit cesser* ». Alors n'hésitez pas à signer et faire circuler...

<https://www.change.org/p/grimbuhler-guy-sanofi-holding-pharma-piste-sanctionne-et-persécute>

Ford Blanquefort On résiste comme on peut !

Le suspens continue à l'usine. Les productions prendraient fin début 2019 et, à ce jour, Ford ne s'est toujours pas engagé à apporter d'autres activités. Donc encore une fois nous nous retrouvons dans une situation particulièrement inconfortable et très préoccupante. Comme en 2007, l'avenir de l'usine et des emplois qui restent (900) sont clairement menacés.

Nous ne savons pas si nous avons raison d'y croire ou pas, en tout cas, l'heure n'est pas aux pronostics, nous menons la bataille pour préserver tous les emplois. Nous sollicitons les pouvoirs publics avec demandes de rencontres répétées avec le préfet (prochain rdv le 6 octobre) avec le gouvernement (rendez-vous qui a eu lieu le 1er septembre). Nous attaquons aussi sur le terrain judiciaire. Nous aurons en septembre la délibération du tribunal concernant l'engagement non respecté de Ford pour le maintien des 1000 emplois en échange d'aides publiques.

Pour nous c'est clair, l'usine ne doit pas fermer : Ford fait des bénéfices historiques, des milliards de dollars, les actionnaires se remplissent toujours les poches, les perspectives économiques sont bonnes avec des nouveaux véhicules, un marché automo-

bile qui se porte bien malgré la soi-disant crise et les scandales de la triche du diesel.

Le « nous » qui bataillons, c'est pour le moment peu de monde. Une équipe syndicale Cgt déterminée, « harceleuse » même pour essayer de mettre la pression le plus possible et surtout pour pousser Ford à s'engager sur l'avenir. Les collègues n'ont pas confiance dans la multinationale mais beaucoup ne croient pas dans la lutte. Même s'ils apprécient ce qu'on fait, ils ne s'en mêlent pas encore. Les autres syndicats sont englués dans l'idée qu'il vaut mieux être « gentil » pour ne pas faire fuir Ford. Quel temps perdu et quel gâchis.

Pourtant l'heure est à la mobilisation, sur la boîte, comme pour la convergence contre les ordonnances de Macron. Nous défendons l'idée qu'il faut réagir vite, montrer qu'on tient à notre travail, tous ensemble, par des rassemblements, des actions diverses, par la grève. On n'y est pas mais on s'y prépare. En tout cas, on ne lâche pas !

Philippe

Nos vies, pas leurs profits

Deliveroo : « Pédaler pour manger, pas pour se faire bouffer »

C'est sous cette banderole que dans plusieurs villes, fin août, les coursiers à vélo Deliveroo ont manifesté pour protester contre la suppression du paiement à l'heure pour une partie d'entre eux, embauchés avant août 2016 et la généralisation du paiement à la course : 5 euros la course en province et 5,75 euros à Paris. Un changement qui fait perdre à certains livreurs jusqu'à 30 à 40 % de leur revenu !

5 euros pour livrer à domicile les plats juste sortis des cuisines des restaurants, zigzaguer entre la foule, les voitures, les rails du tram, quel que soit le temps... Pour beaucoup de ces jeunes travailleurs et travailleuses, « auto-entrepreneurs », « partenaires » de la start-up britannique leader du marché (qui emploie 7500 personnes en France), cette mesure a été la goutte d'eau qui a fait déborder la révolte.

Certains d'entre eux sont étudiants, et dépendent de ces revenus pour vivre, payer leur loyer, leurs études ; d'autres font ce travail à temps plein. Pour



toutes et tous, non seulement le prix de la course est dérisoire mais tout est à leur frais et de leur responsabilité, le vélo, son entretien, etc. Et jusqu'à leur lutte, il n'avaient même pas de couverture accident : ce n'est que depuis le 1^{er} septembre que Deliveroo assure finalement « ses » livreurs en cas d'accident du travail. « Nous sommes la première entre-

prise à changer la donne », se flatte Hugues Décosse, directeur général de Deliveroo France... Une « donne » qui demeure particulièrement choquante même si les

livreurs ont pu grappiller quelques garanties : celle de l'exploitation moderne, du travail « libéré » !

Depuis plusieurs mois, la résistance s'est organisée pour obtenir une amélioration des conditions de travail et l'augmentation du prix des courses. Parti de Bordeaux, où des livreurs ont monté un collectif CGT, le mouvement a gagné Paris, Nantes...

Différents collectifs de lutte se sont montés dans les villes et se sont coordonnés, soutenus par CGT, Solidaires, la CNT, mais aussi des partis tels le NPA, LO, des associations telle la LDH... et une part importante de la population. Comme le disaient une banderole des livreurs dans la manifestation parisienne « *Les forçats du bitume relèvent la tête* » !

I.U.

PIC de Cestas : une prime en forme de chantage pour les postiers

« *Le challenge zéro accident* » c'est le nom qu'a donné la direction de la PIC au « jeu » qui permet d'obtenir un cadeau. Un jeu assez étrange puisqu'il s'agit de récompenser le flux qui n'a pas eu d'accidents pendant longtemps. Pour l'instant le flux après-midi tient la barre avec près de 300 jours sans accidents alors que dans la matinale un accident s'est produit la semaine dernière. Mais qu'est ce que cela veut dire ? Les accidents seraient donc uniquement de la responsabilité individuelle ? Il suffirait de suivre les consignes pour ne pas en avoir ? Et si les cadences demandées n'étaient pas plutôt en cause ? Bref cette prime ressemble à une (petite) carotte tendue au bout d'un bâton. De plus elle met de fait en concurrence les

équipes et pourrait même inciter des équipiers à ne pas déclarer d'accidents et souffrir en silence pour ne pas pénaliser toute l'équipe.

Cerise sur le gâteau cette prime est de... quelques dizaines d'euros... en 2 fois... et en chèque cadeaux.

Ce n'est pas ça qui mettra du beurre dans les épinards des équipiers alors que la Poste vient de déclarer 11,9 milliards d'euros de chiffre d'affaire et 694 millions d'euros de bénéfices pour le premier semestre, dont près de la moitié réalisés dans le courrier-colis.

Extrait du bulletin inter-entreprises Pessac-Cestas

Nos vies, pas leurs profits

Contrats « aidés » : Non aux licenciements, De vraies embauches immédiates !

Le gouvernement a profité de l'été pour annoncer la fin d'une grande partie des contrats dits « aidés ».

150 000 travailleuses et travailleurs (260 000 sur deux ans), parmi les plus précaires, se retrouvent ainsi sans travail, pour certains prévenus quelques jours avant. Les tâches qu'ils accomplissaient, indispensables à la population, ne sont aujourd'hui plus assurées.

Depuis près de 40 ans, tous les gouvernements ont multiplié les contrats ultra-précaires financés pour une grande part par l'Etat : Emplois d'utilité collective de Barre, Stages d'insertion dans la vie professionnelle de Mauroy (SIVP), Travaux d'utilité collective de Fabius (TUC), Contrats emploi-solidarité de Rocard (CES), Contrats initiative-emploi de Balladur (CIE), Emplois jeunes d'Aubry, Contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE), Contrats d'apprentissage, Contrats uniques d'insertion (CUI) et bien d'autres... Tous ont utilisé le chômage pour précariser des travailleur-se-s en galère, souvent jeunes, disponibles par la force des choses, parfois (souvent) diplômé-e-s. En leur faisant occuper des emplois indispensables au fonctionnement de la société à coups de contrats de quelques mois, renouvelables ou non, avec des salaires dérisoires et souvent en temps partiels, cette politique a permis d'amplifier la pression sur les conditions d'emploi et de salaire de l'ensemble du monde du travail.

Aujourd'hui, Macron estime avoir suffisamment d'autres outils pour trouver une main d'œuvre bon marché.

Mais des réactions de colère et de solidarité se sont multipliées depuis la rentrée : des écoles ont été bloquées par des

parents d'élèves, des rassemblements ont eu lieu et nombre d'associations tentent de mobiliser pour sauver ces emplois dont leur activité dépend, souvent auprès de personnes en difficulté.

Il est urgent d'imposer le maintien de tous les emplois supprimés ou menacés. Non pas avec des contrats précaires qui n'ont jamais « aidé » que les employeurs, mais avec de vraies embauches pérennes !

Isabelle Ufferte

Dans l'éducation

La suppression des contrats aidés à la rentrée dans l'éducation est un nouveau coup dur pour les écoles. Les aides administratives (EVS, emplois de vie scolaire) ont disparu. C'est tout le fonctionnement de l'école qui se trouve bouleversé et fragilisé. La suppression brutale de ce travail administratif, autant que relationnel (téléphone, réception et aide aux parents, gestion des retards et des absences des élèves...) est un alourdissement de la charge de travail des directeurs et des personnels de service. Quand chaque enseignant est seul avec sa classe, l'école est maintenant fermée aux parents, aux retardataires qui ne peuvent plus entrer, le téléphone sonne dans le vide... Quand aucun adulte supplémentaire n'est disponible dans une école en dehors des enseignants, c'est la sécurité même de l'école et des élèves qui est en jeu.

De nombreux contrats aidés accompagnaient aussi les élèves en situation de handicap (les AVS, assistants de vie scolaire). Un scandale 12 ans après la loi sur le handicap de 2005 ! Des emplois non pérennes, un turn over auprès d'enfants particulièrement fragiles... A la rentrée, plus de 400 d'entre eux se sont retrouvés seuls, sans cette aide indispensable qui leur permet d'être scolarisés, alourdissant la charge de travail de l'enseignant, voire créant des situations ingérables.

Pour les équipes et parents qui se battent pour des missions administratives et d'assistance à la vie scolaire pérennes, sur des postes statutaires, avec une formation adaptée, on marche à reculons !

C.H.



Les CP à 12 : la nouvelle recette miracle de Macron-Blanquer

En tête de gondole des réformes de l'éducation pour cette rentrée, il y a les CP à 12 élèves, mis en place à marche forcée dans tous les « REP + », les super zones d'éducation prioritaire. Les écoles auraient pu se réjouir, la baisse des effectifs restant une des principales revendications des enseignants, y compris sur ces secteurs. Mais cette réforme se fait à moyens constants, c'est-à-dire que tout le travail réalisé ces dernières années avec les maîtres supplémentaires qui permettaient le travail en groupes, une attention plus particulière à chaque élève, des projets mieux encadrés, est démantelé, sans aucun bilan, dans le plus grand mépris des équipes enseignantes qui y ont consacré du temps, de l'énergie et qu'on remercie du jour au lendemain en leur disant que maintenant, la solution, c'est les CP à 12.

Les moyens concentrés sur les CP, c'est moins pour tous les

autres, et c'est aussi, bien souvent, une hausse des effectifs dans les autres classes...

Mises devant le fait accompli, sans financement de l'Etat, les communes ont dû s'adapter et « pousser les murs » des écoles, bricoler, prendre sur d'autres espaces comme ceux du périscolaire et même des espaces spécialisés du RASED, comme sur le REP+ de Lormont où la désorganisation, l'impréparation, la débrouille ont marqué la rentrée.

Les injonctions de Macron-Blanquer, les nouveaux maîtres à penser pédagogiques, ne convainquent pas les équipes enseignantes, suscitent de la colère que nous avons tout intérêt à transformer en luttes tous ensemble, enseignants, parents et personnels, en lien avec tous les salariés, pour affronter ce gouvernement.

Rythmes scolaires : une question de gros sous

La vanne étant ouverte par le Ministère, un tiers des écoles de Gironde sont repassées à quatre jours à la rentrée. La réforme des rythmes scolaires pesait lourdement sur les petites communes, principalement rurales, dont la mise en place des Temps d'activités pédagogiques a représenté un coût important et dont la plupart, manquant de moyens et de structures, ont été dans l'incapacité de proposer des activités de qualité. Ce sont surtout elles qui viennent de repasser aux quatre jours.

Pour les autres, la question se pose, pour les mêmes raisons financières, puisqu'elles vont perdre le fonds d'amorçage attribué par l'Etat, de l'ordre de 330 000 € pour des communes comme Cenon ou Lormont. Les communes vont faire leurs comptes, plus ou moins consulter les familles et les enseignants et décideront pour la prochaine rentrée...

Et les besoins des enfants là-dedans ?

Christine Héraud

Lycéens et profs unis au lycée Mauriac à Bordeaux

Cette rentrée encore, enseignants et élèves ont découvert des emplois du temps aberrants. Des cours se chevauchaient, il y avait des groupes de langues à 38 élèves... « *De nombreux élèves ne peuvent assister à tous les enseignements qui leur sont dus* », des classes « *ont jusqu'à 6 h de cours avec le même enseignant dans la même journée* », et « *certaines pauses déjeuner sont réduites à 30 minutes* » dénonçaient les enseignants dans un tract.

A des élèves qui réclamaient de pouvoir assister à tous leurs cours tout en ayant le temps de déjeuner, la direction a répondu : « *Vous avez choisi de prendre des options, c'est un sacrifice à faire* » ! Une lycéenne a même fait un malaise, n'ayant pas eu le temps de manger durant sa journée.

L'an dernier, il avait fallu se battre pour des emplois du temps corrects jusqu'aux vacances de Toussaint. Cette année, dès juillet, les enseignants ont alerté le rectorat que les problèmes allaient recommencer. Ils ont vainement demandé un report de la rentrée ou une journée banalisée pour pouvoir tout mettre à plat. Devant les refus de la direction, ils ont déposé un préavis pour la rentrée et ont fait grève 4 jours.

Après avoir reçu deux emplois du temps toujours aussi inadaptés, bâclés par la direction et l'Inspection académique, les élèves ont décidé de prendre la relève et de se faire entendre à leur tour.

Le 18 septembre, ils étaient près de 300 au blocus filtrant à l'entrée du lycée. Ils ont fait venir les médias et dénoncé les manœuvres du rectorat qui a essayé de les diviser des profs en leur disant que ceux-ci « *faisaient grève pour leur intérêt* » en répondant : « *pourtant, c'est bien pour que l'on travaille correctement qu'ils font ça* ».

Ils n'ont pas été plus dupes de la propagande de la direction. Comme le disait une gréviste : « *elle dit qu'il est mauvais de faire un blocus pour notre réputation, que cela met en péril nos études... En même temps, c'est un peu ce qu'elle fait depuis 15 jours !* ».

Enseignants et élèves comptent bien avoir le meilleur enseignement dans les meilleures conditions en éduquant une direction et des instances académiques qui ont bien du mal à le comprendre.

Correspondance

Interview de Dominique Marchal (co-secrétaire de la CGT Educ'action 33)

Peux-tu nous dire où en est la mobilisation contre la suppression des contrats aidés dans l'éducation en Gironde ?

La mobilisation se poursuit car c'est une décision inacceptable. Dans le département de la Gironde se sont des centaines d'Employés de Vie Scolaire (EVS) qui sont concernés par le non renouvellement de leurs contrats. Après plusieurs rassemblements (voir ci-contre) nous continuons à militer pour mobiliser l'ensemble des personnels pour le maintien dans l'emploi de l'ensemble de ceux qui sont aujourd'hui au chômage.

Les emplois supprimés n'étaient pas des emplois fictifs ! Ils répondent à de véritables besoins pour un service public de qualité !

Une colère profonde s'exprime contre la précarité et la casse de l'éducation...

Une grande colère aggravée par les conditions de la disparition des contrats aidés puisque les personnels n'ont appris que quelques jours avant la rentrée, parfois la veille, qu'ils ne seraient pas renouvelés. Cela témoigne d'un immense mépris pour tous ceux qui, depuis des années, travaillaient pour l'Education nationale malgré la grande précarité de leurs contrats et la faiblesse des salaires. Il faut savoir que la totalité des contrats aidés sont des contrats de 20 heures par semaine pour une rémunération qui plafonne autour de 600 euros.

Pour la CGT Educ'Action il faut effectivement en finir avec la précarité. Nous revendiquons la titularisation sans condition de l'ensemble des personnels et la création d'emplois statutaires de la Fonction publique.

Cette lutte s'inscrit dans une montée de la contestation de la politique de Macron. Quelles perspectives ?

La suppression des contrats aidés est un plan social qui ne dit pas son nom et il illustre la brutalité d'un gouvernement de combat contre les intérêts du monde du travail.

La nouvelle « loi travail » se veut un instrument supplémentaire au service du patronat pour des travailleurs toujours plus corvéables et précaires. Il faut maintenant une convergence des mécontentements et des luttes pour stopper la politique du tandem Macron- Philippe.



Rassemblement le 6 septembre devant la direction départementale de l'Education (DSDEN) à Bordeaux

En Gironde, un collectif EVS-AVS-AESH organise la mobilisation et la défense des collègues en situation précaire avec la CGT Educ'action.

Mercredi 30 août : Rassemblement lors de la journée d'accueil des nouveaux titulaires de l'Académie. A une vingtaine, la distribution de tracts bouscule le ronron administratif et la langue de bois...

Les collègues qui ont passé tout l'été dans l'attente et l'incertitude, sans aucune communication de l'administration, n'ont été informés qu'en début de cette semaine que leurs contrats qui se terminaient le 31 août ne seraient pas renouvelés.

Mercredi 6 septembre : à l'appel de la CGT Educ'Action, de la FSU, de l'Unsa et de la FCPE, plus de 150 personnes dénoncent devant la DSDEN (direction départementale de l'éducation) les non renouvellement des EVS. Le cercle militant habituel s'est élargi à de nombreux enseignants du premier et second degré, des directeurs d'école, et des collègues en contrats précaires, aux côtés des collègues licenciés. Une délégation est reçue par le Secrétaire Général et la DRH, composée de salariés et de militants, qui ont fait entendre leur colère, face à une administration incapable d'apporter la moindre réponse, et qui se borne à répéter qu'elle ne fait qu'appliquer une décision gouvernementale.

Mardi 12 septembre : participation à la journée de grève contre les ordonnances Macron

Judi 14 septembre : un appel à se mobiliser est lancé pour ce jeudi, malgré la réticence d'une partie de l'intersyndicale ne voulant pas d'un appel à la grève. Une soixantaine de manifestants se réunissent devant le Rectorat de Bordeaux. Une audience est organisée, mais face à la colère et à l'indignation de plusieurs EVS, l'administration répète le même discours.

La difficulté est bien de convaincre autour de nous qu'il est possible de s'opposer au licenciement de milliers de collègues EVS, d'imposer des embauches immédiates et massives sous statut de la fonction publique. Cela passe par une discussion sur les moyens pour gagner sur ces revendications, la construction d'une mobilisation... bien loin des routines du « dialogue social » avec un Ministère qui ne veut rien entendre.

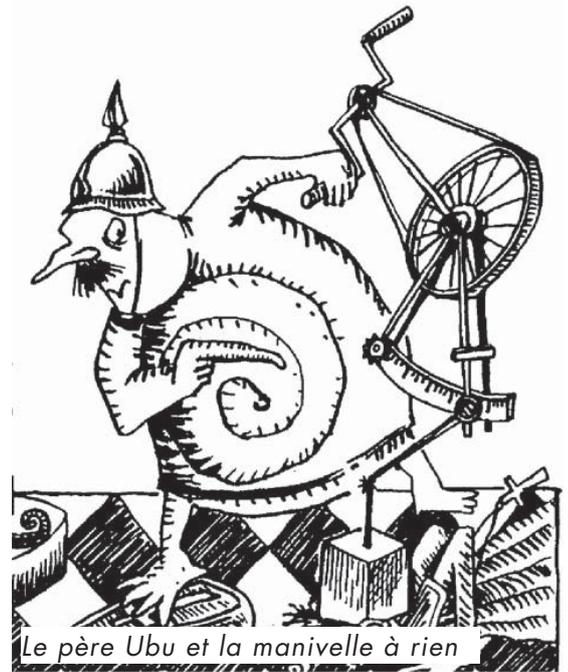
Politique locale

A BICYCLETTE ... (air connu)

Clap de fin pour le Vélo-patinette « Pibal » sorti de l'imagination du célèbre designer Philippe Starck. Cet engin hybride mi-vélo, mi-trotinette était présenté en 2013 comme révolutionnaire, unique au monde. On allait voir ce qu'on allait voir. A Bordeaux nous avons déjà le meilleur vin, le plus beau tram, la plus belle ville, nous aurions le plus beau vélo !

Mais il y a eu un os ou plutôt une fissure entre le cadre et la patinette sur quelques-uns des 580 vélos. Après un lancement en grande pompe en 2014, il a fallu renvoyer les Pibals au constructeur Peugeot et finalement la décision d'arrêter les frais vient d'être prise. En remplacement, Peugeot doit fournir 500 vélos électriques. Des vélos qui ne feront que vélo... une bonne idée finalement. D'ailleurs lors de la présentation du Pibal en 2013 Starck expliquait : « *Peut-être que si on avait fait une patinette d'un côté et un vélo de l'autre ça aurait été plus facile* » ! Un visionnaire en fait cet artiste !

Jacques Raimbault



Contre l'abus des pesticides, le combat continue

Le jeudi 21 septembre, la Cour d'appel de Bordeaux a refusé de reconnaître comme maladie professionnelle le cancer rare d'un ouvrier de la viticulture, Denis Bibeyran, décédé en 2009 à l'âge de 47 ans.

La cour n'a pas contesté l'exposition quasi permanente aux pesticides pendant ses trente ans d'activité, mais elle a déclaré que « *les conjoints Bibeyran ne rapportent pas la preuve d'éléments établissant la réalité d'un lien de causalité entre l'exposition aux pesticides et le cholangiocarcinome dont est décédé Denis Bibeyran.* »

La cour a aussi rejeté la demande de désignation d'un nouveau comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles, estimant que les précédents avaient fait leur travail.

Sa sœur, Marie-Lys, ouvrière agricole elle-aussi, mène une bataille judiciaire depuis six ans, et milite contre l'utilisation des

pesticides dans la viticulture, un des secteurs agricoles qui en utilise le plus, et les dangers qu'ils provoquent. Une bataille difficile : « *Comment entamer des démarches pour faire reconnaître une maladie professionnelle lorsque plusieurs générations de mêmes familles travaillent parfois – ou ont travaillé – dans une même exploitation ?* » dit-elle. D'autant plus que les employeurs ne sont obligés d'informer et de former les salariés aux risques chimiques encourus que depuis 2008.

Le collectif qu'elle a cofondé en 2006, Info Médoc Pesticides, a lancé une pétition qui a recueilli près de 200 000 signatures. Pour l'association, malgré la décision de la cour, le combat continue.

François Minvielle

C'est décidé, Rousset restera « socialiste »...

Le « scoop » est tombé lundi 18, lors de sa conférence de presse de rentrée : bien qu'il ait voté Macron dès le premier tour et qu'il dise qu'il n'aurait pas voté contre les ordonnances s'il avait été encore député, Rousset restera au PS. Nous voilà rassuré-e-s !

Il a par ailleurs annoncé la création d'un « groupe de réflexion » (patrons, chercheurs, universitaires, syndicalistes...) pour « réfléchir au rôle de la région dans la vie politique, économique et sociale du pays ». C'est pourtant tout réfléchi depuis longtemps : pour Rousset, ancien président de l'association des présidents de régions, il faut mettre la politique des régions au service des entreprises et pour cela, obtenir plus de décentralisation, de moyens financiers, de liberté politique, de pouvoir pour les exécutifs régionaux. Sauf qu'aujourd'hui, il « *ne devine pas une forte ardeur décentralisatrice* » chez Macron... Alors il crée son lobby, pour tenter d'inverser la tendance.

Tout comme il le fait, avec Carole Delga, son homologue d'Occitanie, Juppé et Moudenc, présidents des métropoles de Bordeaux et Toulouse, pour tenter de relancer le projet de LGV vers Toulouse et l'Espagne enterré par le gouvernement. Du pur socialisme !

Daniel Minvielle

Interview de Bernard Coadou, membre de *LaSantéUnDroitPourTous*

Où en est le projet BAHIA (nom de la convention signée entre la clinique Bagatelle et l'hôpital militaire Robert Picqué) ?

Il suit son bonhomme de chemin et semblait « inarrêtable ». Ce projet pensé depuis 2012, concrétisé en 2016, organise le démantèlement progressif de l'Hôpital et du Site Robert Picqué, en nous faisant croire qu'il les maintient. Il correspond au désir des autorités militaires et du gouvernement de réduire l'activité des hôpitaux militaires qui soignent les militaires actifs et leurs familles ainsi que des civils pour 80% des prestations délivrées. Contrairement à ce qui nous est dit, ce projet « innovant et ambitieux » d'après ses promoteurs est inacceptable à plusieurs niveaux :

- *Sur le plan démocratique* : il est maintenu confidentiel malgré de nombreuses demandes d'obtention du document signé le 6 décembre 2016 (la Commission d'Accès aux Documents Administratifs a été saisie) ;

- *Sur le plan sanitaire* : contrairement à ce qui nous est affirmé, le futur établissement aux mains du privé n'assurera pas l'ensemble des prestations actuelles de Robert Picqué et de Bagatelle ;

- *Sur le plan financier* : il est étonnant que l'Etat finance une structure privée... alors qu'il n'avait pas d'argent pour assurer le maintien d'un Hôpital public de qualité... !

- *Sur le plan de l'écologie urbaine* : la densification immobilière massive prévue (ce qui est situé sur 33 ha va être concentré sur 5 ha... !) méprise toute préoccupation environnementale. De plus, l'accessibilité du site choisi est problématique...

Nous demandons donc une remise à plat de ce projet (moraire) avant que les travaux ne démarrent en 2018 ainsi qu'une alternative à construire avec tous les acteurs concernés. Le maintien d'un Hôpital public sur le site de Robert Picqué (ce

qui faisait partie de la réflexion initiale, cf les déclarations publiques des Maires de Talence et Villenave d'Ornon) semble indispensable pour répondre aux besoins de santé croissants de la population du secteur.

Quelles sont les perspectives pour le stopper ?

Depuis la première réunion d'information publique qui s'est tenue le 22 juin à Talence (plus de 200 présents, en grande majorité opposés au projet Bahia) la mobilisation est dopée.



Elle était dispersée, deux comités de défense co-existaient sans se coordonner, gangrenés par des conflits individuels et partidaires. Avec l'association *LaSantéUnDroitPourTous* et le Comité Robert Picqué auquel elle participe, nous faisons le maximum pour fédérer les forces sociales et politiques locales et pour agir tous ensemble sur le socle commun qui nous réunit, en oubliant le secondaire qui ne doit pas nous diviser. A ce niveau, l'action menée par Loïc Prud'Homme, nouveau député France Insoumise de la 3^e circonscription de Gironde, est facilitateur. La prochaine réunion publique le 9 octobre prochain à partir de 19h à la Salle Georges Méliès de Villenave d'Ornon va permettre, nous l'espérons, de « changer de braquet » et de mettre sur la place publique ce dossier que certains voulaient nous faire avaler en catimini... ! Nous espérons vous y retrouver.

Bernard Coadou – 21-09-17 – bercoadou@wanadoo.fr

pétition en ligne : <https://www.change.org/p/association-la-sant%C3%A9-un-droit-pour-tous-non-au-d%C3%A9mant%C3%A9lement-de-l-hopital-et-du-site-robert-picqu%C3%A9>

Transports gratuits pour tous !

Le conseil de Bordeaux Métropole a voté en juin une nouvelle hausse des tarifs des trams, bus et V³ (vélos) de plus de 3% en moyenne (de 6,7% pour le ticket normal, 5,5% des abonnements Cité Pass groupé qui concernent près d'un usager sur 5, par exemple) même si les élus de gauche se sont abstenus.

Cette augmentation, d'autant plus lourde que les revenus sont modestes et n'augmentent pas, vient après d'autres. Celle de l'an dernier a failli coûter la gratuité aux chômeurs. En se mobilisant avec AC ! Gironde et d'autres associations, ils ont obtenu qu'elle soit maintenue en 2017 mais la Métropole a annoncé qu'elle reviendra à la charge au 1^{er} janvier 2018, bien sûr sous prétexte de « tarification solidaire » ! Solidaire surtout avec les profits de Kéolis que nous payons deux fois, par nos impôts et la billetterie.

Pourtant, une trentaine de communes dont de grandes agglomérations comme Niort (120 000 habitants) ou Aubagne (100 000) pratiquent les transports en commun gratuits sans problème et parfois depuis longtemps. La preuve que c'est possible.

Mónica

Grève de la faim au CRA

Certains vivent et travaillent en France depuis des années, comme ce Kurde irakien, restaurateur à Limoges depuis dix ans, d'autres viennent d'arriver. Ils sont venus d'Afrique (Maghreb, Sénégal, Angola, Guinée), d'Afghanistan, d'Albanie ou d'Irak. Dans tous les cas, ils ont subi et fui des horreurs. Ne bénéficiant pas d'un titre de séjour, ou ayant été déboutés du droit d'asile, ils ont été arrêtés, généralement en allant au commissariat ou à la préfecture, menottés et conduits au CRA. On se souvient de l'épisode précédent où au début de l'été, des migrants « dublinés » étaient enfermés pour être renvoyés en Italie, qui du reste n'en voulait pas et leur conseillait de revenir en France ! Une autre catégorie de migrants les remplace, la rétention administrative reste une des façons ordinaires dont l'Etat gère les choses !

Face à cette situation, sur les 16 internés (plus les 2 hospitalisés après tentatives de suicide), 7 décident d'entamer une

grève de la faim à partir du 23 août, publiant un texte qui dénonce leur enfermement et le refus de régularisation à leur rencontre. Un collectif d'associations (dont RESF, l'Asti, la Cimade, Médecins du Monde, la LDH...) appelle à manifester devant le CRA le 29 août. De son côté, la Cimade fait venir le député FI, Loïc Prud'homme, pour s'entretenir avec les grévistes. La presse locale a bien relayé cette intervention. Mais le préfet, que le député pensait rencontrer, botte en touche : le maintien en détention n'est plus de son domaine, cela relève du juge des libertés ! Autrement dit, ce n'est plus une question politique, simplement judiciaire et administrative ! Le 3 septembre, les détenus décident d'arrêter leur grève de la faim, considérant néanmoins qu'ils ont été entendus. A cette heure, rien n'a évolué positivement, malgré la tentative d'immolation de l'un d'entre eux ! Mais on l'a dit, la justice suit son cours...



INSOUMIS, encore un (gros) effort pour être internationalistes !

Que le député de la FI, un des rares, sinon le seul, soit venu au CRA rendre visite aux grévistes de la faim est tout à fait positif. Cela aura donné une visibilité médiatique, à défaut de changer dans l'immédiat le sort des internés.

Mais pour beaucoup de présents au rassemblement, le discours était comme décalé. Commencer par dire que l'on ne

peut accueillir tous les réfugiés plombe l'ambiance ! Encore plus quand on sait qu'en 2016, sur les 30 000 migrants que la France devait « accueillir », il n'y en a eu que 6000 ! Dire que certains dossiers semblent mériter un réexamen... et les autres ? Ces personnes n'ont tout simplement rien à faire au CRA ! Proposer l'assignation à résidence pour plus d'humani-

(centre de rétention administrative)

nité ? Tant qu'à parler d'humanité, c'est l'accueil sans réserve de ces gens qu'il faut mettre en avant. Et non accepter de criminaliser le fait d'être migrant !

Dernière remarque du député : « *c'est un lieu de privation de liberté, mais pas une prison...* » Nous conseillons la lecture du rapport du contrôleur des lieux de privation des libertés en 2015 : « *les locaux du centre de rétention de Bordeaux sont intrinsèquement inadaptés à leurs fonctions : la localisation en sous-sol [...] et la consistance de la « cour de promenade » [...] rendent les conditions de rétention indignes [...]* ».

La bonne volonté, la sincérité, les bons sentiments tant qu'on y est, ne suffisent pas ; il y a des présupposés politiques qui ne pardonnent pas : une vision souverainiste, pour qui le migrant reste un étranger et non un frère de classe ; une position gestionnaire affichée : « *si les gens au pouvoir [...] ne savent pas faire autrement, qu'ils laissent la place ! On saura gérer 0,2% des gens qui arriveraient...* » (voir l'article de Rue89 Bordeaux du 30 août). Pas sûr que la gestion FI changerait radicalement la question des migrants. Peut-être plus d'humanité pour en renvoyer en enfer !

Manifestations de soutien aux demandeurs d'asile tout l'été à Bordeaux

Les différentes associations qui se mobilisent de plus en plus pour les demandeurs d'asile avaient décidé de maintenir la pression durant les mois de juillet et d'août en organisant tous les mercredis, place Camille Julian et place St Projet, une présence avec banderoles, tracts, discussions.

Trois thèmes étaient abordés :

- Respect du droit pour tout demandeur d'asile d'être hébergé et de recevoir l'allocation pour demandeur d'asile.
- Respect du droit pour les mineurs isolés d'être mis à l'abri, bénéficier d'un suivi médical, éducatif et être scolarisés .

- Demande d'asile en France : examen par la France.

Ces mobilisations qui ont duré tout l'été, avec un nombre de participants non négligeable, ont été très bien accueillies ; ce qui, encore une fois, permet de mesurer le grand écart entre les perceptions de la population en général et les positions de la plus grande partie de la classe politique. Ce n'est pas inintéressant de le constater en ces périodes.

Jean-Louis Farguès

Dans le cadre de la journée européenne :



**AVORTEMENT en EUROPE
LES FEMMES DECIDENT !**

WWW.AVORTEMENTEUROPE.org
Pétition : <https://lc.cx/c6FW>

Manifestation

samedi 30 septembre 2017 à 14h30

rendez-vous devant les marches du Grand Théâtre, place de la Comédie à Bordeaux

Des expositions et des débats à la fête du NPA33

Après dix ans d'une crise mondialisée qui n'en finit pas, quel programme politique pour les luttes des travailleurs et des peuples ?

Dix ans après le déclenchement de la crise des subprimes aux Etats-Unis, nous avons voulu revenir sur les bouleversements qui se sont produits dans l'organisation du monde, dans les rapports sociaux et politiques au cours des quatre dernières décennies. En comprendre les causes profondes, les logiques internes, est indispensable à

ceux qui en sont les premières victimes, les travailleurs et les peuples. Indispensable pour inverser le rapport de force face à la bourgeoisie, mais aussi pour ouvrir la seule issue, révolutionnaire, à cette crise dont la bourgeoisie internationale s'avère incapable de sortir.

Car le bilan est aujourd'hui clair : montée des inégalités sociales, stagnation

économique, menace d'un nouvel effondrement financier majeur, crise environnementale dont on mesure déjà les conséquences dramatiques, escalade guerrière... Non seulement la crise est le produit des trois décennies de mondialisation libérale et impérialiste, mais les « remèdes » que les gouvernements et les institutions financières ont prétendu lui apporter n'ont fait qu'en préparer un nouvel épisode, aigu.

Le capitalisme a épuisé toutes ses possibilités de développement, sa survie ne peut se faire qu'au prix d'une terrible régression, signe de la faillite des classes dominantes.

Cette faillite se reflète sur le plan politique. Les partis qui ont conduit les politiques de la bourgeoisie depuis les années 1980 sont totalement déconsidérés et s'engagent dans une surenchère réactionnaire avec l'extrême droite, une fuite en avant anti-démocratique, xénophobe, nationaliste pour tenter de dévoyer la révolte sociale qui se développe un peu partout dans le monde.

Ici, l'arrivée au pouvoir de Macron et de sa majorité de DRH et de petits patrons est le produit de ces évolutions politiques. Prétendant offrir une alternative aussi bien à la menace de Le Pen qu'aux « vieux » partis de gouvernement, il a su se faire élire pour continuer, en l'aggravant, la politique de Sarkozy et de Hollande. C'est la même fuite en avant, qui prépare le terrain à la droite la plus extrême...

La France Insoumise se présente, elle, comme la seule opposition parlementaire réelle au pouvoir de Macron. Mais, née de la faillite des vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier, le PS et le PC, la perspective politique qu'elle porte, entièrement soumise aux jeux institutionnels, s'inscrit dans leur



FETE DU
NPA

14 octobre
CENON

samedi
14h-minuit
Salle Victor Hugo
88 rue Victor Hugo

Tram A - Jean Jaurès
Bus 27 - Victor Hugo

débats **14h30 10 ans de crise du capitalisme mondialisé : l'actualité de la révolution**

16h30 Quelle riposte et quelles perspectives pour le monde du travail et la jeunesse face à l'offensive du gouvernement Macron

en début de soirée
repas fraternel

19h - allocution politique
Philippe POUTOU

21h - concert - KEI'S BAND
Swing à la sud-africaine, musique apparue dans les années 60 dans les townships, métissage de toutes nos cultures. Avec le Kel's Band, oublions la grisaille, laissez-vous emporter par la bonne humeur contagieuse, et si vous aimez danser...

Expo NPA Après 10 ans d'une crise mondialisée qui n'en finit pas, quel programme politique pour les luttes des travailleurs et des peuples

Expo NPA sur le centenaire de la Révolution Russe

librairie
Pendant toute la fête, à la librairie, de nombreux romans, livres politiques, une sélection sur la Révolution russe, et l'écrivain **Nedjib Sidi Moussa** présentera son livre *La Fabrique du musulman*.

NPA 33 - 99 rue Camille Sauvageau - Bordeaux - 07 83 64 43 49 - www.npa33.org - contact@npa33.org

continuité et constitue la même impasse pour le monde du travail. La même logique politique est à l'œuvre partout, sous des formes particulières.

La seule issue possible à l'impasse dans laquelle la faillite du capitalisme mondialisé nous enferme est portée par la révolte sociale qu'elle suscite dans la classe ouvrière du monde entier. A condition qu'elle prenne conscience de sa force, de la communauté de ses intérêts, par-dessus les frontières, et du rôle

qui lui incombe. A condition qu'elle donne un programme politique à ses mobilisations sociales, un programme pour un changement révolutionnaire de société.

Telle est la discussion politique que nous pensons indispensable de mener aujourd'hui avec tous les militants qui se posent non seulement la question de mettre un coup d'arrêt aux attaques permanentes que nous subissons, mais aussi d'aller au-delà, d'en finir avec cette

société d'exploitation. Ce sera au coeur de notre fête, cent ans après la Révolution d'Octobre 17, à travers deux expositions et deux débats : « 10 ans de crise du capitalisme mondialisé : l'actualité de la révolution », introduit par le NPA et « *Quelle riposte et quelles perspectives pour le monde du travail et la jeunesse face à l'offensive du gouvernement Macron* » dans lequel interviendront des invités de diverses organisations politiques et syndicales

D.M.



Petit pays de **Gaël Faye**

C'est à travers une bande de joyeux lurons vivant à Bujumbura, capitale du Burundi, qu'on découvre le génocide des Tutsis au Rwanda et au Burundi.

Gabriel, âgé d'une dizaine d'années vit, dans un quartier aisé, « l'impasse », avec son père entrepreneur français, sa mère rwandaise Tutsi et sa sœur Ana.

Ses copains : les jumeaux toujours prêts à raconter des histoires, Gino un autre métis, et Armand. Pour eux, peu importe d'être métis ou noir : à la question « *de quelle origine es-tu* » Gaby répondra plus tard : « *je suis un être humain* ».

L'essentiel : se retrouver pour chaparder des mangues, dans le combi Volkswagen pour rêver, s'échapper boire une bière au cabaret, se promener le long des bougainvilliers... Une enfance heureuse mais qui va peu à peu se ternir.

D'abord avec la séparation de ses parents. Puis, par les bribes de conversations d'adultes, en écoutant à la radio avec Gino les nouvelles du front au Rwanda où le génocide débute en avril 1994, il va commencer à comprendre qu'être métis, d'origine Tutsi, est devenu dangereux.

C'est aussi à travers le retour de sa mère dans son pays d'origine à la recherche de sa tante Eusébie, mère de quatre enfants

qu'elle considère comme sa sœur, qu'il va mesurer l'ampleur du drame.

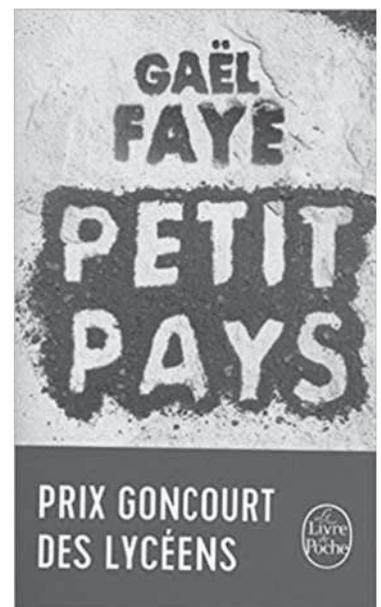
Un génocide sous les yeux des casques bleus et notamment de l'armée française qui a permis l'armement de l'armée rwandaise contre les Tutsis.

Un génocide sur fond de misère où le pourcentage de la population consommant moins de 1600 calories par jour passe de 9 % en 1982 à 40 % en 1990.

Gaël Faye, rappeur, a écrit ce livre pour crier que : « *que nous avons existé, avec nos vies simples, notre train-train, notre ennui, ... avant d'être expédiés aux quatre coins du monde et de devenir une bande d'exilés, de réfugiés, d'immigrés, de migrants.* »

Isabelle Larroquet

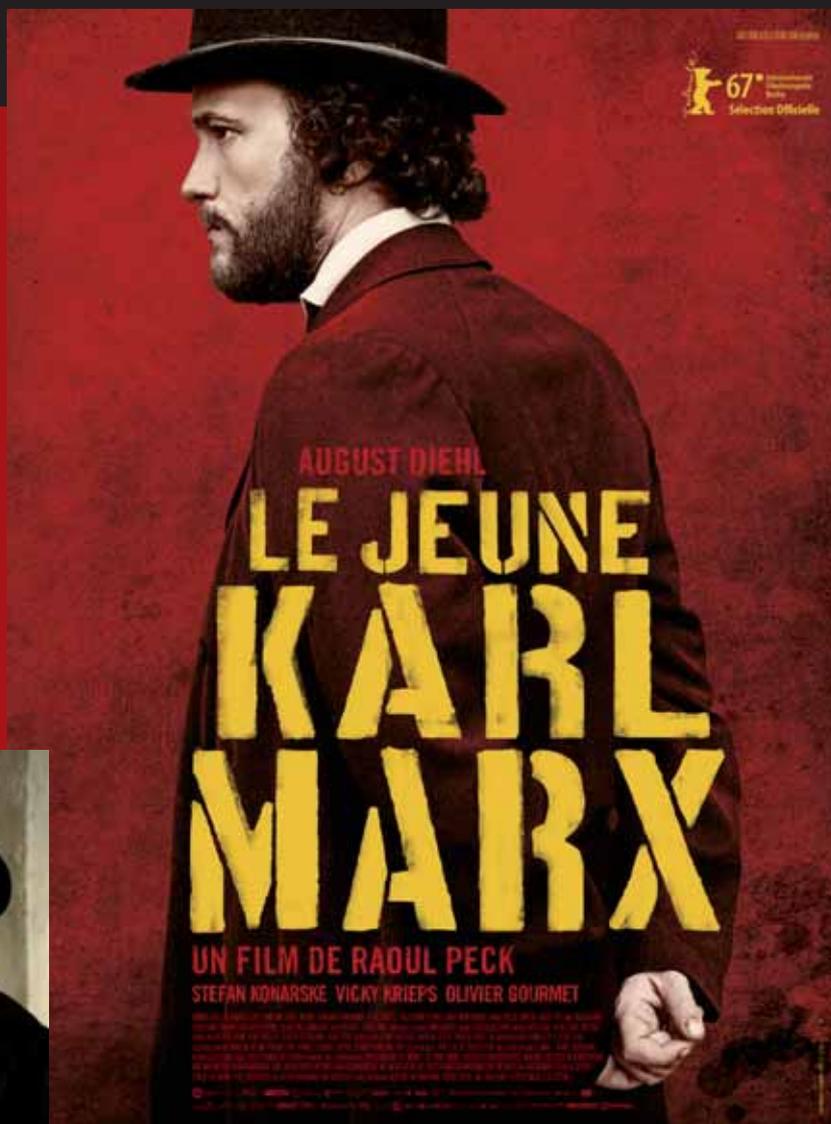
A lire



Le jeune Karl Marx

de Raoul Peck

Après son documentaire nominé aux Oscars « *I'm not your Negro* » sur l'écrivain James Baldwin, le cinéaste haïtien Raoul Peck fait, à mille lieues de l'image caricaturale du « vieux barbu », le portrait de jeunes intellectuels Marx, Engels et Jenny, la femme de Marx, dans leur vie concrète, à partir de leurs propres paroles. « *Ils sont jeunes, ils ont la vingtaine, ils sont révoltés et ils ambitionnent de changer le monde* ».



Comme Raoul Peck l'explique lui-même : « *Mon but, dès le début, a été que cette formidable histoire inspire les jeunes d'aujourd'hui, qu'elle nourrisse leurs propres combats. Je n'ai pas fait ce long métrage en regardant dans le rétroviseur, mais bien devant, vers le présent et l'avenir. Ce film se veut un appel à prendre sa vie en main, comme l'ont fait ces trois jeunes gens à leur époque, et à changer tout ce qui doit l'être, sans se poser de limites a priori. Connaissez votre histoire, apprenez à repérer les liens entre les événements à première vue épars, armez-vous intellectuellement, organisez-vous et battez-vous ! C'est un travail ! Tel est le message* ».

Et pour cela ce film militant reconstitue avec beaucoup de vie tout le bouillonnement de débats démocratiques auxquels Marx et Engels ont participé au sein d'un mouvement ouvrier en voie d'organisation dans les années qui ont précédé les révolutions de 1848 en Europe. « *Les deux amis sont durs ; ils ne mâchent pas leurs mots...* » dit Raoul Peck. « *L'ignorance n'a jamais aidé personne* » lance ainsi le jeune Karl Marx à l'ouvrier Wilhelm Weitling, figure incontournable du socialisme utopique de l'époque. « *Mais ils sont toujours ouverts à la discussion, ils ne renoncent jamais à convaincre leur auditoire. Toute la radicalité du film est là, dans le fait de montrer la portée transformatrice de ce geste démocratique, et surtout la nécessité d'une pensée claire.* »

Bruno Bajou

**Le film sort en salle le 27 septembre,
le NPA33 organise une soirée débat
au cinéma l'Utopia le 18 octobre.**